

EXCLUSIF

Fibre optique : la filière demande 650 millions d'euros à l'Etat pour finir le plus grand chantier de France

Durement touchés par le confinement, les industriels de la fibre plaident pour un doublement des fonds publics existants. La mesure fait partie des 7 propositions de relance transmises cette semaine au gouvernement.



La crise du Covid-19 pourrait coûter 3 milliards d'euros à la filière de la fibre optique. (Getty Images)

Par **Raphaël Balenieri**

Publié le 20 avr. 2020 à 15h56 | Mis à jour le 20 avr. 2020 à 16h00

Depuis le début de la crise, [les télécoms sont sur le qui-vive](#) pour éviter une panne généralisée d'Internet. Mais les acteurs du secteur n'ont pas oublié de sortir les calechettes pour autant. Pour continuer à déployer la fibre, la 4G et sauver des dizaines de PME menacées, la filière a transmis cette semaine au Premier ministre son propre plan de relance, comprenant sept propositions.

Sur la fibre, l'objectif est de maintenir un taux d'activité de 50 %, contre 30% à 40% actuellement. Ceci afin de diviser par deux la perte de chiffre d'affaires qui autrement pourrait atteindre... 3 milliards d'euros.

En particulier, les « telcos » demandent à l'Etat une nouvelle enveloppe de 650 millions d'euros pour finir de fibrer la France, selon le document que « Les Echos » ont pu consulter. Soit deux fois plus que [les 280 millions d'euros mis sur la table fin 2019](#) par le gouvernement pour généraliser la fibre dans les campagnes, en plus des 3,3 milliards d'euros déjà consentis [depuis 2013](#).

Coup d'arrêt brutal

Cette année-là, le gouvernement avait lancé le grand chantier de la fibre, avec pour objectif d'apporter cette technologie du très haut débit sur 80 % du territoire d'ici 2022. Depuis, 50 % du pays a été couvert, mais les écarts subsistent. Dans les grandes villes raccordées par les opérateurs télécoms, 89 % des foyers et entreprises y ont désormais accès, selon l'Arcep, le régulateur du secteur. Mais dans les campagnes, où ce sont en revanche les collectivités locales qui font déployer la fibre par des entreprises concessionnaires, le taux tombe à 20 %.

Les collectivités et la kyrielle de PME-TPE qui installent la fibre cherchaient donc depuis longtemps à obtenir davantage de financements. Elles espèrent désormais obtenir gain de cause, les mesures de confinement ayant porté **un coup d'arrêt brutal aux déploiements**. Entre la fermeture des magasins de BTP et les mesures de distanciation sociale, difficile de creuser les tranchées ou d'obtenir les permis nécessaires...

Coronavirus : inquiétudes sur la couverture mobile des campagnes

Selon la fédération Infranum, seules 30% à 40% des équipes sont sur le terrain. Le taux de productivité a baissé de 35 %. Désormais, installer une prise de fibre optique peut coûter jusqu'à 2.000 euros, soit deux fois plus qu'avant. Résultat, les nouveaux déploiements ont été réduits « *à un quart du rythme précédent* » lit-on dans le document transmis à Matignon.

Pourtant, en fin d'année dernière, 18.000 entreprises et ménages par jour étaient raccordés à la fibre optique. « *Soit le rythme de déploiement le plus rapide du monde* » précisait encore Cédric O, le secrétaire d'Etat au numérique, **la semaine dernière lors d'une audition parlementaire**.

Fonds de solidarité

En plus de la nouvelle enveloppe, la filière demande à l'Etat de verser plus rapidement les subventions déjà consenties. Ainsi que de payer dès maintenant les subventions à venir. Les professionnels de la fibre plaident aussi pour que le gouvernement, en tant que donneur d'ordre public, prenne en charge une partie des surcoûts auxquels font face les PME, une mesure qui coûterait au global 500 millions d'euros.

Enfin, les « telcos » préconisent un fonds de solidarité à part entière pour aider les plus petites PME. « *Honnêtement, il ne faudrait pas grand-chose. 100 millions suffiraient* » explique une source industrielle. Mais du côté du gouvernement, cette piste n'est pas à l'étude pour l'instant.

Raphaël Balenieri